

CONSEIL  
DE TUTELLEDistr.  
LIMITEET/COM.4/L.52  
28 avril 1960  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAISCOMMUNICATION DE M. J.N. FONCHA, PREMIER MINISTRE DU CAMEROUN MERIDIONAL  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Résidence du Premier Ministre,  
Buea,  
Cameroun méridional

Le 26 mars 1960

Son Excellence  
Le Haut-Commissaire du Cameroun méridional,  
Aux soins  
du Commissaire du Cameroun

Monsieur le Haut-Commissaire,

Nous, soussignés, Ministres du Gouvernement du Cameroun méridional avons l'honneur de vous communiquer, pour information et décision, la lettre ci-jointe qui n'a pas besoin de commentaires. Nous avons atteint un stade de notre évolution politique qui représente - on peut le dire sans hésitation - une épreuve déterminante pour la démocratie parlementaire dans ce Territoire. La tension augmente dans tout le pays et si la démocratie parlementaire favorise la pratique de la corruption utilisée pour renverser les gouvernements élus suivant les règles constitutionnelles, il faudra alors que le peuple du Cameroun recherche un système parlementaire qui soit acceptable.

2. La lettre ci-jointe révèle clairement les activités subversives des partis d'opposition au Cameroun méridional. Ces partis ont l'intention, avec la collaboration active des dirigeants politiques nigériens, non seulement de renverser le gouvernement actuel, mais également d'orienter les résultats du prochain plébiscite dans le sens d'une intégration avec la Nigeria. Nous déplorons fortement cette

tentative de subversion et demandons à Votre Excellence, en sa qualité de représentant du Gouvernement de Sa Majesté, d'avertir les dirigeants politiques nigériens qu'ils ne doivent pas se mêler des affaires politiques du Territoire sous tutelle.

3. Les deux élections générales ont démontré que le peuple du Cameroun méridional était décidé à se dégager des liens qui le rattachent, contre son gré, à la Nigeria et à s'unir à la République du Cameroun. Toute tentative visant à imposer à la population une union avec la Nigeria aurait certainement de graves répercussions et nous implorons Votre Excellence de faire en sorte que notre peuple ne soit soumis à aucune influence extérieure.

4. Votre Excellence n'ignore sans doute pas que les partis de l'opposition, ayant corrompu un membre du parti qui est actuellement au gouvernement, demandent que de nouvelles élections aient lieu dans le Territoire. Si la situation était normale, le Gouvernement K.N.D.P. aurait pris lui-même l'initiative de recommander la dissolution de l'Assemblée et d'organiser les nouvelles élections sans attendre qu'on le lui rappelle. Mais nous avons estimé qu'en raison du prochain plébiscite, une telle mesure serait superflue et injustifiée, deux séries d'inscriptions risquant d'entraîner des confusions; il y aurait en effet :

- a) Une revision de la liste des votants en mai et
- b) A la fin de l'année, un enregistrement général des votants.

De plus, la présence de troupes nigériennes sur le Territoire ne crée pas un climat qui permette à la population d'exprimer librement ses vœux. D'autre part, puisque les dernières élections n'ont pas pu résoudre la question de l'intégration ou de la sécession, il est peu probable que d'autres élections apportent une solution au problème. Nous pensons donc que la question ne sera tranchée que par le plébiscite qui a déjà été accepté par tous les intéressés et nous préférierions que le plébiscite soit avancé plutôt que d'avoir d'autres élections. Nous nous permettons également de vous faire remarquer que l'actuel gouvernement n'a pas été mis en minorité sur une question importante et que, tant que cela ne se produit pas, il ne devrait pas être dissous.

5. Nous profitons de l'occasion qui nous est offerte pour vous informer que les difficultés qui se posent pour le gouvernement ne se limitent pas aux intrigues et activités subversives auxquelles se livrent les partis d'opposition. Nous sommes au regret de révéler que certains fonctionnaires étrangers participent ouvertement à la

vie politique locale. Ils aident l'opposition à mener ses activités subversives. Ils se sont lancés dans une politique d'obstruction, de refus de coopération et de tactiques dilatoires pour entraver les efforts du gouvernement et le discréditer aux yeux du peuple. Si Votre Excellence n'intervient pas pour demander aux fonctionnaires d'assurer dans ce Territoire un service impartial, nous en conserverons un ressentiment qui rendra difficile l'exercice du gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J.N. FONCHA, Premier Ministre

... illisible, Ministre

\_\_\_\_\_ Ministre

\_\_\_\_\_ Ministre

... illisible, Ministre

... illisible, Ministre

... illisible, Ministre

Copies : au Secrétaire d'Etat aux colonies, Londres  
au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, New York.

Strictement PERSONNEL ET PRIVE

Adresse télégraphique : Dibonge  
c/o EMANDEX Lagos

R.J.K. Dibonge,  
c/o Secrétaire du  
Nigerian Produce Marketing Co. Ltd.  
Constanza House, 72, Campbell Street,

Lagos, le 29 février 1960

Cher Monsieur Endeley,

Vous devez avoir maintenant reçu ma lettre envoyée par P.E.N. Comme je le disais dans cette lettre, j'ai eu ce matin un entretien franc et cordial avec le chef Festus Okotie-Eboh au Ministère fédéral des finances. Notre conversation a duré plus de trois quarts d'heure et nous avons examiné tous les aspects des problèmes et difficultés politiques qui se posent actuellement dans le Cameroun méridional. Je dois dire tout d'abord que le chef Festus a fait preuve à mon égard d'une très grande bienveillance. Il a manifesté une réelle sympathie pour notre

/...

peuple et, à mon avis, il comprend parfaitement la situation tragique dans laquelle notre territoire se trouve actuellement. Il m'a assuré que les dirigeants politiques nigériens sont toujours disposés à nous apporter toute l'assistance (fonds, matériel de propagande, etc.) qu'il est en leur pouvoir de fournir et il s'est étonné que les habitants du Cameroun méridional, pour quelque raison inexplicable, n'aient pas fait appel à eux. Il m'a dit de compter sur lui et m'a demandé de préciser nos besoins. J'ai répondu que j'éprouvais quelque gêne à les énumérer mais, comme il insistait, j'ai dit qu'à mon avis, les trois choses les plus importantes dont nous avons besoin étaient :

- a) Des véhicules pour la propagande;
- b) Des fonds;
- c) Une équipe de spécialistes de la propagande pour renforcer notre propre groupe de propagandistes à l'occasion du prochain plébiscite.

(J'ai fait remarquer que nos adversaires politiques, le K.N.D.P., avaient reçu une assistance analogue des dirigeants politiques du pays qui s'appelle maintenant la République du Cameroun).

J'ai suggéré que cette assistance pourrait prendre les formes suivantes :

- a) 12 jeeps du type "Land Rover" ou 12 camions;
- b) 10.000 livres pour commencer
- c) Autant de spécialistes de la propagande qu'ils pourraient raisonnablement en envoyer, pour faire campagne dans les six divisions administratives du Cameroun méridional.

Le chef Festus a déclaré qu'à son avis les chiffres que j'avais suggérés étaient très modestes et raisonnables et qu'il serait facile de me donner satisfaction. Il pense cependant qu'il serait souhaitable qu'une délégation mixte comprenant quelques-uns des dirigeants de l'Alliance K.N.C./K.P.P. prenne des dispositions pour rencontrer, avant le mois de mai de cette année, non seulement M. Azikiwe mais également le Sardauna de Sokoto, pour leur exposer en détail la situation. Le chef Festus a promis de préparer le terrain en informant immédiatement M. Azikiwe et Sir Amadu Bello de l'entretien que nous venons d'avoir. Mais il a reproché ensuite aux dirigeants de l'Alliance K.N.C./K.P.P. la réticence évidente qu'ils manifestent lorsqu'il s'agit d'entrer en contact avec les chefs politiques nigériens. Le chef Festus a indiqué que, d'après des renseignements sûrs qu'ils

avaient obtenus, il semblerait que nous ayons demandé assistance à l'extérieur de la Nigeria. Ils ont appris que l'un de nos dirigeants avait eu des entretiens avec M. Kwame Nkrumah. J'ai répondu qu'une telle supposition était hautement improbable puisque je pouvais affirmer en toute connaissance de cause que tous les dirigeants de l'Alliance K.N.C./K.P.P. étaient entièrement en faveur du maintien de l'association du Cameroun méridional avec la Fédération de la Nigeria. De toute façon, j'ai dit que nous avions, nous aussi, été informés que M. Nkrumah était au mieux avec nos adversaires politiques et qu'il était donc invraisemblable qu'aucun de nous puisse être en relation avec lui. D'autre part, nous savons au Cameroun méridional que M. Nkrumah, cherchant à obtenir la direction politique de l'Afrique au Sud du Sahara, a placé des agents dans tous les territoires avoisinants afin qu'ils l'aident à réaliser son ambition. Le chef Festus m'a assuré que toutes les troupes nigériennes qui effectuaient actuellement des patrouilles sur la frontière du Cameroun ne seraient pas retirées à la demande de M. Felix Moumie.

J'ai vu également un membre important du groupe d'action; nous avons parlé assez longuement de la situation politique dans l'ensemble du Cameroun. Il m'a assuré que son parti était disposé à nous aider mais que, dans le passé, nos dirigeants n'avaient pas agi très correctement à leur égard : son parti a fait tout ce qu'il a pu pour nous aider à accéder à l'autonomie nationale mais dès que nous l'avons obtenue, nous avons fait preuve de beaucoup de froideur à leur égard. Néanmoins, il me ménage une entrevue personnelle avec le chef Awolowo pour le jeudi 3 mars.

En attendant, je me permets de vous conseiller d'agir maintenant de concert avec MM. N.W. Mbile et Peter Motomby-Woletae - car vous formez une équipe invincible - d'avoir une entière confiance les uns dans les autres et de faire abstraction dans l'intérêt du peuple du Cameroun de vos désaccords personnels ou des malentendus qui ont pu se produire. Je vous adjure de penser à nos compatriotes qui ont mis en vous toute leur confiance et qui espèrent que vous les aiderez à surmonter leurs difficultés actuelles. Agissez sans retard, je vous en conjure.

Notre inaction apparente inquiète grandement nos amis et partisans à l'intérieur et à l'extérieur du Cameroun méridional.

J'insiste encore sur le fait qu'il est extrêmement urgent que vous preniez des dispositions pour rencontrer les dirigeants politiques nigériens. Toute réflexion faite, je crois qu'il serait souhaitable, pour assurer le secret de votre mission, que notre délégation ne comprenne que vous et M. N.N. Mbile et qu'elle ne soit pas aussi nombreuse qu'on l'avait prévu à l'origine.

J'ai envoyé copie de cette lettre à MM. Mbile et Motomby-Woletae.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

... illisible

-----